

In. Exp. ML

Réf. N° 54.567

.....
.....

NOUS, ALBERT II, ROI DES BELGES,
A TOUS, PRESENTS ET A VENIR, FAISONS SAVOIR :

que le Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles,

a rendu la décision dont le texte suit :

EXPEDITION

délivrée à la

partie

G.S.A. (A.I.S.B.L.)

N° 258

1 Feuille

76^e Chambre

Annexe:

1 citation
5 conclusions

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE BRUXELLES

R.G. 08/9676/A

AISBL - droit européen de la concurrence

Jugement définitif
Contradictoire

258 / 7009

En cause de :

GS1 HELLAS, S.A. de droit grec, représentée par Madame Evanthia Dimou, présidente et directrice, dont le siège est établi à 5, place Ag. Dimitriou & 2 2, rue D. Kyriakou, 145 62 Kifissia, Athènes, Grèce

demanderesse,
représentée par **Me Yves MELIN**, avocat au barreau de Bruxelles,
Me Guillaume TAILLANDIER, avocat au barreau de Paris, et
Me Eliza PETRITSI, avocat au barreau d'Athènes,
dont le cabinet est sis à 1050 Bruxelles, avenue Louise, 250/62.

Contre :

GS1, association internationale sans but lucratif (A.I.S.B.L.) de droit belge, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 326/10
BCE n° 0419.640.608

défenderesse,
représentée par **Me Marie PETRE** et **Me Alain COSTANTINI**, avocats
au barreau de Bruxelles, dont les bureaux sont établis à 1040 Bruxelles,
avenue d'Auderghem 22-28 bte 9, et
Me Romain FERLA, avocat au barreau de Paris, dont les bureaux sont
établis Centre d'Affaires Edouard VII, 3, square Edouard VII, 75009
Paris, France.

28 -12-2009

Présenté le _____
Non enregistrable

Le receveur

REPERT.
N° 09/49 858

J-DEF

En cette cause, prise en délibéré le **30 novembre 2009**, le tribunal rend le jugement suivant :

Vu les pièces de la procédure et notamment :

- la citation introductive d'instance, signifiée le 17 juillet 2008, par exploit de l'huissier de justice suppléant Rodriguez Rubbens en remplacement de l'huissier de justice Philippe Schepkens, de résidence à 1050 Bruxelles, à la requête de la sa de droit grec GS1 Hellas ;
- l'ordonnance prononcée le 25 août 2008 sur pied de l'article 747 §2 du Code judiciaire ;
- les conclusions et les conclusions additionnelles et de synthèse déposées pour GS1 Hellas ;
- les conclusions, les conclusions additionnelles et de synthèse et les secondes conclusions additionnelles et de synthèse déposées pour l'aisbl GS1 (ci après GS1).

Entendu les conseils des parties en leurs dires et moyens aux audiences publiques des 22 juin et 30 novembre 2009.

I. Objet de la demande

La demande mue par GS1 Hellas telle que modifiée par voie de conclusions tend à entendre :

- déclarer nulle la décision d'exclusion de GS1 Hellas adoptée lors de l'assemblée du 21 mai de GS1 ;
- prononcer la dissolution judiciaire de GS1 ;
- condamner GS1 aux dépens, en ce compris une indemnité de procédure de 10.000 €.

GS1 conclut au non fondement de la demande tendant à déclarer nulle la décision d'exclusion de GS1 Hellas adoptée lors de l'assemblée du 21 mai 2008 de GS1 et à l'irrecevabilité, ou à tout le moins, au non fondement de la demande tendant à entendre prononcer la dissolution judiciaire de GS1. Elle sollicite également une indemnité de procédure de 10.000 €.

II. Le cadre du litige

Les faits utiles à la solution du litige peuvent être résumés comme suit :

GSI

- GSI est une association internationale sans but lucratif de droit belge constituée le 30 juillet 1979 sous la dénomination «Association Européenne de Numérotation des Articles - European Article Numbering Association (EAN)» dont l'objet, défini à l'article 2 de ses statuts est : *«la mise en place d'un système global multi industriel d'identification et de communication de produits et services, basée sur des standards reconnus au niveau international et guidée par le monde des affaires. GSI assure également la compatibilité des actions entreprises par ses membres, afin de promouvoir l'application du système. Elle ne poursuit pas de but lucratif. Ses activités prennent la forme d'études, liaisons, négociations et réalisations dans l'intérêt de l'ensemble de ses membres et de représentation de ses membres auprès d'associations et institutions internationales. Son activité principale concerne le développement du système, la coordination ou la mise en œuvre des travaux effectués par ses membres.»* ;
- selon l'article 3 des statuts de GSI, ne peuvent être membres de GSI que les organisations nationales ou plurinationales répondant aux conditions d'admission suivantes:
 - «(...) - justifier d'un statut légal (c'est-à-dire être une personne morale constituée selon les lois d'un ou plusieurs Etats reconnus sur le plan international);
 - justifier que ce statut prévoit une représentation appropriée des producteurs et distributeurs (gros et détail); (...)
 - s'engager par écrit à respecter les statuts et le règlement d'ordre intérieur de GSI. Les membres acceptées sont appelés «Organisations Membres (...)» ;
- l'article 6 (g) des statuts de GSI exige par ailleurs des organisations membres que celle-ci opèrent sur une base non-marchande, cette exigence n'impliquant pas nécessairement que ces organisations adoptent la forme d'une association sans but lucratif ou d'une forme similaire en droit étranger ;
- l'article 6 (h) des statuts de GSI impose quant à lui aux organisations membres d'avoir un comité de direction formé d'utilisateurs ;
- GSI comptait, au 31 décembre 2007, 108 organisations membres, réparties à travers le monde ;
- l'activité de GSI consiste à développer en son sein divers standards d'identification automatique et outils électroniques de communication, dont le code barre est une application, GSI allouant les premiers chiffres des codes barres à ses organisations membres, lesquelles allouent les autres chiffres à leurs membres ;
- les organisations membres paient une cotisation annuelle à GSI et 7,5 % de leur chiffre d'affaire ;

GS1 Hellas

- GS1 Hellas est l'organisation membre grecque de GS1 depuis 1985 ;
- à l'origine, cette organisation était une société civile sans but lucratif de droit grec dénommée «Helcan» (« Elkesip» en grec), laquelle comptait des membres représentatifs de tous les secteurs de l'industrie et de la distribution grecque et dont les statuts prévoyaient qu'en cas de dissolution, son patrimoine serait transmis à une association grecque ayant le même objet ;
- le 30 juin 1989, une société anonyme, qui d'après GS1 Hellas aurait repris les activités de la société civile précitée à la demande de l'industrie grecque, a été constituée sous la dénomination «ELKESIP SA» ou en anglais, « Helcan sa», dont les actionnaires étaient M. Vakirtzis et Mme Theodorakopoulou et qui a cessé de compter des représentants des utilisateurs en son sein ;
- en 1992, Mme Dimou et Mme Mastorakou sont devenues les actionnaires de cette société qui, en 1998, a pris le nom de « Helcan Ean Hellas », et, en 2002 de « Hell.C.A.N – EAN Hellas » ;
- en 2006, à la suite du changement de dénomination de EAN en «GS1» au niveau mondial, toutes les organisations membres ont modifié leur dénomination et en Grèce, une nouvelle société, la sa GS1 Hellas, a repris les activités de la sa EAN Hellas.

Décision d'exclusion

- par courrier électronique du 15 février 2007, GS1 a demandé à GS1 Hellas copie de ses statuts et par courrier électronique du 15 mars 2007, elle lui a fait savoir que ceux-ci n'étaient pas conformes aux articles 3 et 6h et g susmentionnés ;
- par courrier du 19 mars 2007, GS1 Hellas a répondu que cette situation existait depuis 1989 à la demande de l'industrie grecque et que Ean en avait été informée à l'époque ;
- s'en est suivi des négociations entre parties pendant un an afin de trouver une solution de conciliation ;
- la dernière proposition faite par GS1 était que GS1 Hellas continue à prester ses services pendant 9 à 12 mois jusqu'à ce qu'une asbl soit constituée, laquelle signerait un contrat de prestations de services avec GS1 Hellas pendant un an pour un montant total de 240.000 € tandis que GS1 Hellas démissionnerait de GS1 6 mois avant la constitution de la nouvelle association ;
- cette offre a été refusée par GS1 Hellas qui l'a considérée comme insuffisante financièrement et qui souhaitait quant à elle continuer ses activités pendant 3 ans avant de démissionner et transférer son entreprise à la nouvelle asbl ;
- le 21 avril 2008, GS1 a adressé à ses membres l'ordre du jour de son assemblée générale, celui-ci comprenant l'exclusion de GS1 Hellas ;
- par courrier du 22 avril 2008, GS1 a adressé à GS Hellas une note explicative sur les motifs ayant amené à la proposition d'exclusion ;

- le 14 mai 2008, GS1 a adressé aux membres les courriers des 6 et 14 mai 2008 des conseils de GS Hellas et du directeur général de GS1 dans lesquels ils exposent chacun leur position ;
- lors de l'assemblée générale du 21 mai 2008 prévue de 9h15 à 13h00 et comportant 11 points à l'ordre du jour, les représentants de GS Hellas ont été entendus pendant 15 minutes puis il a été procédé au vote à main levée ;
- l'exclusion a été adoptée à une majorité de 93,08% des votes exprimés ;

Procédure

- par citation du 2 juin 2008, GS1 a sollicité du président du tribunal de première instance siégeant en référé la suspension de la décision d'exclusion de GS Hellas ;
- par ordonnance du 20 juin 2008, le président du tribunal de première instance siégeant en référé a déclaré la demande recevable mais non fondée et a fait droit à la demande reconventionnelle de GS1 visant à condamner GS1 Hellas à se conformer à la décision de l'assemblée générale ;
- GS1 Hellas a dénoncé de manière informelle GS1 auprès du Directorate Général Concurrence de la Commission Européenne, laquelle a décidé, au vu des informations dont elle disposait, de ne pas engager de procédure formelle d'enquête ;
- par arrêt du 26 septembre 2008, la cour d'appel, statuant en référé, a demandé à la Commission européenne de donner son avis sur les griefs formulés par GS1 Hellas et a décidé de suspendre provisoirement la décision de l'assemblée générale excluant GS1 Hellas ;
- par citation du 17 juillet 2008, GS1 Hellas a lancé citation devant le tribunal de céans ;
- le 22 janvier 2009, la Commission européenne a rendu un avis concluant qu'à la lumière des informations disponibles et des arguments fournis par les parties, elle n'était pas en position de constater, prima facie, que les pratiques dénoncées par Hellas constituaient une infraction aux articles 81 et 82 du Traité et qu'il n'est pas dans son intention de poursuivre l'examen du cas ;
- le 6 mai 2009, GS1 Hellas a également cité GS1 devant le tribunal de grande instance d'Athènes aux fins d'entendre prononcer la nullité de la cessation du contrat de distribution que les parties auraient conclu ;
- par un arrêt du 3 septembre 2009, la Cour d'appel de Bruxelles a débouté GS1 Hellas de son appel formé contre l'ordonnance précitée du 20 juin 2008.

III. Discussion

A. Quant à la violation des droits de la défense de GS Hellas lors de la procédure ayant abouti à son exclusion

1.

Si, comme l'a expressément précisé en termes de débats d'audience, la demanderesse ne conteste pas qu'elle a violé les statuts de la défenderesse ni que cette violation est un motif d'exclusion en vertu de ces mêmes statuts, elle soutient néanmoins que ses droits de la défense lors de la procédure ayant abouti à son exclusion n'auraient pas été respectés en raison :

- du fait que la défenderesse l'aurait empêché de présenter ses arguments ;
- du fait que la défenderesse aurait présenté des arguments mensongers ;
- des circonstances du vote.

2.

Il convient de rappeler que le pouvoir d'exclure un membre effectif d'une association est un pouvoir exercé de manière discrétionnaire par l'organe compétent de l'association. Le contrôle du juge quant à la contestation d'une décision de l'assemblée générale est marginal et consiste uniquement à vérifier que les conditions légales et statutaires requises ont été vérifiées et que les droits de la défense ont été respectés.

Ceux-ci commandent d'informer le membre dont l'exclusion est proposée des griefs invoqués à son égard et de lui permettre de se défendre lors de l'assemblée générale (Liège 1^{er} décembre 2003, JLMB, 2004, p. 113).

3.

En l'espèce, il résulte des pièces versées au dossier que :

- la demanderesse savait depuis le mail du 15 mars 2007 qu'elle violait les statuts de la défenderesse et qu'un an de négociations s'en est suivi ;
- la défenderesse ne pouvait ignorer que ces violations étaient une cause statutaire d'exclusion, ce qu'elle ne prétend au demeurant pas ;
- l'ordre du jour de l'assemblée générale comprenant l'exclusion de la demanderesse a été envoyé le 21 avril 2008, soit un mois avant la tenue de cette assemblée générale conformément aux statuts et contient les dispositions statutaires dont la violation est invoquée ;
- le 22 avril 2008, la défenderesse a adressé à la demanderesse un courrier comprenant le développement de ses griefs et lui demandant si elle serait assistée d'un conseil et si elle déposerait un mémoire en réponse ;
- le 6 mai 2008, la demanderesse a adressé un courrier de réponse à la défenderesse ;
- le 8 mai 2008, la défenderesse a enjoint la demanderesse de ne pas adresser ce courrier aux membres et a précisé qu'elle l'enverra elle-même avec sa réponse ;

- le 14 mai 2008, la défenderesse a adressé aux membres ses arguments ainsi que le courrier de la demanderesse du 6 mai 2008 ;
- lors de l'assemblée générale du 21 mai 2008 prévue de 9h15 à 13h00 et comportant 11 points à l'ordre du jour, les représentants de GS Hellas ont été entendus pendant 15-20 minutes puis il a été procédé au vote à main levée.

Ces éléments ne révèlent pas de violation des droits de la défense. Plus particulièrement, le fait que la défenderesse a enjoint la demanderesse de ne pas envoyer sa correspondance du 6 mai 2008 aux membres ne révèle pas une telle violation dès lors que ce courrier a été envoyé – en même temps que les arguments de la défenderesse aux membres - 15 jours avant l'assemblée générale et que la demanderesse était parfaitement libre de ne pas répondre à la demande de la défenderesse de ne pas envoyer son courrier directement aux membres.

Le fait par ailleurs que le courrier du 14 mai 2008 contiendrait des affirmations mensongères n'est pas pertinent dès lors que, même à supposer que ce soit le cas, cela ne démontrerait pas, en soi, une violation des droits de la défense tandis qu'il résulte du dossier que la demanderesse a effectivement exercé ses droits de la défense en adressant le même jour aux membres un mémoire en réponse.

Le fait que non pas le comité de direction de GS1 mais bien un groupe informel, à savoir les membres européens de GS1, ait transmis des consignes de votes, ne révèle pas davantage un non respect des droits de la défense.

Il en va de même de la brièveté du temps alloué à la demanderesse lors de l'assemblée générale dès lors que l'ordre du jour comportait 11 points devant être débattus en une matinée et que, comme exposé ci avant, le point de vue de la demanderesse avait été transmis avant l'assemblée générale aux membres.

Par ailleurs, contrairement à ce que soutient la demanderesse, il ne résulte pas des pièces versées au dossier que la procédure de vote n'aurait pas été suivie tandis que la demanderesse n'établit pas qu'elle-même ou un autre membre aurait demandé que le vote soit écrit ou secret.

Enfin, la demanderesse n'établit pas que contrairement aux pièces versées au dossier par la défenderesse, il y aurait eu une majorité d'abstention.

B. Quant à la violation du droit européen de la concurrence

Violation de l'article 81

1.

Pour rappel, la demanderesse n'a pas estimé utile de déposer de plainte auprès de la Commission européenne tandis que dans son avis du 22 janvier 2009 rendu à la demande de la Cour d'appel, la Commission européenne a précisé que la décision d'une organisation professionnelle, prise en conformité avec ses statuts « *d'exclure un membre est peu susceptible d'enfreindre le droit de la concurrence* » et qu'il n'était pas, in casu, dans son intention, de poursuivre l'examen du cas.

2.

Nonobstant cet avis, la demanderesse soutient que la décision d'exclusion prise à son encontre constitue un boycott collectif l'empêchant de commercialiser les produits de GS1 et contraire à l'article 81 §1^{er} du traité CE.

3.

Aux termes de l'article 81 §1^{er} du traité CE (ex article 85) « *Sont incompatibles avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun, et notamment qui consistent à :*

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,*
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,*
- c) repartir les marchés et les sources d'approvisionnement,*
- d) appliquer, à l'égard des partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,*
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ».*

Pour que l'interdiction prévue à cet article s'applique, il faut être en présence d'une forme quelconque d'entente entre entreprises :

- qui restreint ou vise à restreindre, de manière sensible, la concurrence à l'intérieur du marché commun ;
- qui est susceptible d'affecter le commerce entre Etats membres.

Contrairement à ce que soutient la demanderesse, la détermination du marché de référence est nécessaire en l'espèce afin de déterminer si la concurrence est restreinte et dès lors qu'il n'est pas soutenu que la décision d'exclusion de la demanderesse serait une entente illicite par son objet.

4.

Le marché pertinent se définit par référence à une ou plusieurs catégories de produits et par référence à une zone géographique.

Selon la Commission : « *Le marché de produits en cause comprend tous les produits et/ou services que le consommateur considère comme interchangeables ou substituables en raison de leurs caractéristiques, de leur prix et de leur usage auquel ils sont destinés* ».

Le marché géographique en cause comprend quant à lui « *le territoire sur lequel les entreprises concernées sont engagées dans l'offre des biens et des services en cause, sur lequel les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes et qui peut être distingué de zones géographiques voisines parce que, en particulier, les conditions de concurrence y diffèrent de manière appréciable* ».

Pour la définition des marchés, seule la concurrence réelle et non la concurrence potentielle est en outre prise en compte (Communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence, JOCE, 9 décembre 1997, n° C372).

En l'espèce, il résulte des éléments du dossier que le marché de produit est le marché des produits GS1 et des services associés pour l'identification globale des produits dans la chaîne logistique.

En effet, s'agissant des biens de consommation, le produit GS1 et en particulier le système des code-barres - qui est mondial - n'est substituable par aucun autre.

Ce marché se compose d'un marché amont (attribution du préfixe par GS1 aux membres locaux) et un marché aval (commercialisation par les membres des produits de GS1 aux utilisateurs finaux par l'attribution de préfixes aux sociétés et de suffixes à chaque produit).

Les parties ne contestent par ailleurs pas que le marché de produit qui doit être pris en considération pour l'application de l'article 81 susmentionné est le marché aval.

S'agissant du marché géographique, celui-ci est national. En effet, il résulte des éléments du dossier que les utilisateurs des standards s'adressent, sous réserve des cas particuliers marginaux (comme le fait que deux utilisateurs grecs se soient adressés au membre anglais), au membre local du pays dans lequel ils sont installés et ce, pour diverses raisons, notamment de coût, de facilité, de langue, de représentation des utilisateurs au sein du membre national...

Par ailleurs, la circonstance que le marché est national est corroboré par le fait qu'il résulte également des éléments du dossier que les prix pratiqués par les organisations membres varient considérablement selon les pays et que les prix élevés pratiqués par la demanderesse n'ont pas eu pour effet que des utilisateurs l'ont quitté pour rejoindre une organisation membre d'un autre pays.

Enfin, la demanderesse ne démontre pas que la défenderesse fournirait en direct des utilisateurs sur le territoire européen, ce que cette dernière conteste.

Il résulte de ce qui précède que le marché géographique est national et que les divers membres locaux ne sont dans les faits pas en concurrence entre eux mêmes s'ils le sont potentiellement puisque chaque utilisateur est libre de s'adresser à l'organisation membre de son choix.

5.

Dans son avis du 22 janvier 2009, la Commission a rappelé que le boycott collectif consiste en « *une action collective de fournisseurs de produit(s) ou service(s) qui refusent de distribuer leurs produit(s) ou service(s) à un client ou fournisseur particulier* ».

En l'espèce, dès lors que les organisations membres n'entretiennent pas de relation de concurrence ni de relation fournisseur/client, il ne peut en l'espèce être question de boycott collectif.

Surabondamment, s'il n'est pas contesté qu'en vertu de la jurisprudence de la Cour de Justice, une pratique affectant le territoire d'un Etat membre peut avoir un effet sur le commerce entre Etats membres ou, à tout le moins, sur la structure de la concurrence, le tribunal aperçoit difficilement comment, en l'espèce, le remplacement d'une organisation membre violant les statuts par une autre respectueuse de ceux-ci pourrait avoir un tel effet.

Il convient de rappeler à cet égard que la demanderesse critique uniquement la décision d'exclusion et non les statuts de la défenderesse même si elle précise, sans toutefois développer cette argumentation ni fonder sa demande sur celle-ci, que « *le système GSI lui-même est très probablement une restriction de concurrence en ce qu'il constitue une répartition artificielle du marché intérieur* ».

Violation de l'article 82

1.

L'article 82 du traité CE interdit « *dans la mesure où le commerce entre Etats membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci* ».

2.

La demanderesse soutient que la décision d'exclusion prise par la défenderesse à son encontre constitue un abus de position dominante et en particulier un refus injustifié de commercer ainsi qu'un refus de lui permettre l'accès à une installation essentielle pour ses activités, refus ayant pour objet ou pour effet d'éliminer toute concurrence.

3.

Le tribunal renvoie à la motivation, qu'il fait sienne, de l'arrêt de la Cour d'appel ayant estimé qu'aucun abus de position dominante n'était démontré en l'espèce.

Il résulte en effet des éléments du dossier que :

- le marché pertinent pour l'application de l'article 82 susmentionné est le marché amont des produits GS1 et services associés et le marché géographique est mondial, ce que les parties ne contestent au demeurant pas ;
- la défenderesse jouit d'une position dominante sur ce marché dès lors qu'il n'existe pas de code-barres réellement concurrents dans le secteur de la grande distribution et qu'il n'est pas possible pour une entreprise qui n'est pas membre de l'association internationale d'acquérir et de distribuer les standards GS1 ;
- par sa position monopolistique sur le marché pertinent, la défenderesse est en mesure de contrôler le marché aval de la commercialisation de ses standards ;
- la décision d'exclusion prive la demanderesse du bénéfice de la distribution exclusive des standards de la demanderesse en sorte qu'il contrevient de vérifier si cette décision constitue un refus injustifié de commercer ou un refus d'accéder à une installation essentielle pour son activité ;
- s'agissant du refus de commercer, la défenderesse n'a pas de lien capitalistique avec la demanderesse mais uniquement des liens contractuels en sorte que la jurisprudence de l'arrêt Télémarketing n'est pas applicable en l'espèce ;
- s'agissant du refus d'accéder à une installation essentielle, le produit (standard GS1) se confond avec celle-ci en sorte que la théorie des installations essentielles n'est pas applicable en l'espèce.

Pour le surplus, le tribunal n'estime pas opportun de poser de question préjudicielle à la Cour de justice des communautés européennes sur le point de savoir si la jurisprudence issue de l'arrêt Télémarketing - en vertu de laquelle constitue un abus de position dominante est interdit, le fait pour une entreprise détenant une position dominante de se réserver ou de réserver à une entreprise appartenant au même groupe, et sans nécessité objective, une activité auxiliaire qui pourrait être exercée par une tierce entreprise sur un marché voisin, au risque d'éliminer toute concurrence de la part de cette entreprise - doit également s'étendre au fait pour une entreprise détenant une position dominante de choisir ses partenaires contractuels dès lors qu'en toute hypothèse, la demanderesse reste en défaut de démontrer en l'espèce qu'un tel fait serait injustifié.

En effet, la demanderesse - qui ne soutient pas que l'octroi d'une exclusivité territoriale constituerait en soi un abus de position dominante ni que les statuts de la défenderesse seraient anti concurrentiels - ne démontre pas que, comme le soutient la défenderesse et comme l'a relevé la Cour d'appel, son exclusion ne serait pas justifiée par le fait qu'elle pratique, au détriment des consommateurs finaux, les prix les plus élevés du réseau.

A cet égard, le tribunal constate que la pièce 52 du dossier de la demanderesse censé infirmer les tableaux de prix repris par la demanderesse dans ses conclusions, a été retirée par cette dernière.

Par ailleurs, la défenderesse dépose des pièces démontrant que divers utilisateurs grecs se sont plaints, notamment auprès des autorités de concurrence grecques - des prix anormalement élevés pratiqués par la demanderesse.

La demanderesse ne démontre pas davantage que son exclusion ne serait pas justifiée par le fait que son comité de direction ne comporte pas, en violation des statuts de la défenderesse, de représentants des utilisateurs ni que cette non représentation - qui comme l'a relevé la Cour d'appel, pourrait expliquer les prix élevés qu'elle pratique - serait favorable aux consommateurs finaux.

C. Quant à la demande nouvelle

1.

Par voie de conclusions, la demanderesse a formé une demande nouvelle tendant à la dissolution de la défenderesse.

La demanderesse ne conteste en effet pas qu'une asbl puisse avoir une activité commerciale accessoire qui remplit les conditions suivantes :

- cette activité commerciale doit être de moindre importance (en termes de volume d'activités) que l'activité principale non commerciale ;
- il doit y avoir un lien direct ou indirect de nécessité plus ou moins importante entre les deux activités ;
- les bénéfices qui résultent de l'activité commerciale doivent être entièrement affectés à la réalisation du but désintéressé de l'association.

Elle soutient que ces conditions ne seraient pas réunies et que la défenderesse se livrerait à titre principal à des activités commerciales, soit la distribution et la vente de produits GS1, qui ne sont pas nécessaires à la réalisation de son but désintéressé.

Pour rappel, le but désintéressé de la défenderesse, défini à l'article 2 de ses statuts, est : *« la mise en place d'un système global multi industriel d'identification et de communication de produits et services, basée sur des standards reconnus au niveau international et guidée par le monde des affaires. GSI assure également la compatibilité des actions entreprises par ses membres, afin de promouvoir l'application du système. Elle ne poursuit pas de but lucratif. Ses activités prennent la forme d'études, liaisons, négociations et réalisations dans l'intérêt de l'ensemble de ses membres et de représentation de ses membres auprès d'associations et institutions internationales. Son activité principale concerne le développement du système, la coordination ou la mise en œuvre des travaux effectués par ses membres ».*

2.

En application de l'article 807 du Code judiciaire, pour être recevable une demande nouvelle doit se fonder sur un fait ou un acte invoqué en termes de citation.

Si certes cette disposition doit recevoir une interprétation souple en ce que la demande nouvelle ne doit pas se fonder exclusivement sur un fait ou un acte invoqué dans la citation et que le demandeur peut n'avoir tiré aucune conséquence, en ce qui concerne le bien fondé de la demande, des faits sur lesquels se fondent la demande nouvelle, elle ne permet en revanche pas d'admettre une demande nouvelle qui ne se fonde pas sur pareil fait ou pareil acte (Cass., 6 juin 2005, Pas., 2005, I, 1212 Cass., 28 avril 2004, RW, 1994-1995, p. 812) et il convient de garder à l'esprit que le but de cette disposition est *« d'éviter toute surprise au défendeur en exigeant un lien précis avec la demande originaire »* (G. Glosset Marchal, L'article 807 est-il discriminatoire ?, JT, 2007, p. 745 et ss).

En l'espèce, la demande originaire, qui vise uniquement à entendre prononcer la nullité de la décision d'exclusion de la demanderesse, ne présente aucun lien avec la demande nouvelle tenant à la dissolution de la défenderesse et n'est pas fondée sur un fait ou un acte invoqué dans la citation.

En effet, le fait ou l'acte qui soutient la demande nouvelle est la circonstance que la défenderesse se livrerait *« à titre principal à des activités commerciales, qui ne sont pas nécessaires à la réalisation de son but désintéressé ».*

Or, la citation ne mentionne nullement ce fait ni même la circonstance que la défenderesse aurait avant tout un but lucratif et que son activité principale serait commerciale.

Au contraire, la citation décrit les activités principales de la défenderesse conformément à l'article 2 de ses statuts en précisant que *« la défenderesse est une association responsable de la promotion et de l'organisation de différents standards et normes dans le monde »* et que *« l'activité principale de la défenderesse est le développement du Système GS13, une série de normes et standards dont l'objectif est d'améliorer la gestion de la chaîne logistique », soit « les outils et méthodes visant à améliorer et automatiser l'approvisionnement en réduisant les stocks et les délais de livraison ».*

3.

Surabondamment, le tribunal entend encore souligner que la demande nouvelle formée par la demanderesse à titre principal tendant à la dissolution de la défenderesse est incompatible avec sa demande originaire qu'elle maintient également à titre principal par ailleurs.

En effet, la demanderesse sollicite de ne pas être exclue d'une association dont elle poursuit en même temps la dissolution.

Il en résulte que, quand bien même la demande nouvelle serait recevable sur la base de l'article 807 du Code judiciaire, la question de sa recevabilité se poserait également au regard de l'article 17 du Code judiciaire et de l'intérêt de la demanderesse à la former.

*
* *

Il résulte de ce qui précède que la demande principale sera dite non fondée tandis que la demande nouvelle sera dite irrecevable.

En ce qui concerne l'indemnité de procédure, la demande étant non évaluable en argent, son montant de base est fixé, en application de l'arrêté royal du 26 octobre 2007, à 1.200 €.

La complexité de la présente affaire justifie que ce montant soit porté à 5.000 €.

Par ces motifs,

Le tribunal,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire,

Statuant contradictoirement;

Déclare la demande principale recevable mais non fondée ;

Déclare la demande nouvelle irrecevable ;

Condamne la sa de droit grec GS1 Hellas aux dépens de l'instance, liquidés dans la chef de l'aisbl GS1 à 5.000 € (IP).

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de la 76^{ème} chambre du tribunal
de première instance de Bruxelles, le 21-12-2009
où étaient présentes et siégeaient :

Madame **V. Boon**, juge unique,
Madame **A. Meert**, greffier.



A. MEERT



V. BOON

Mandons et ordonnons à tous huissiers de justice à ce requis de mettre le présent jugement, la présente ordonnance, à exécution;

A nos Procureurs Généraux et à nos Procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main et à tous Commandants et Officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis;

En foi de quoi le présent jugement, la présente ordonnance, a été signé(e) et scellé(e) du sceau du tribunal.



Pour expédition conforme,

Pour le Greffier en chef,

Le greffier,


Gert Schaillée
afg. griffier
greffier dél.

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE BRUXELLES**

Date : 30 -12- 2009

JBC n°. 54 561

15 page(s). X 2,85 EUR

Droits acquités : € 42,75 EUR

Le greffier


Gert Schaillée
afg. griffier
greffier dél.

Αρ. δικ.: ΜΛ
Αρ. αναφ.: 54561

Πρώτο φύλλο
(μονογραφή)

ΕΓΩ, Ο ΑΛΒΕΡΤΟΣ Β', ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΩΝ
ΠΡΟΣ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΤΩΡΙΝΕΣ ΚΑΙ ΜΕΛΛΟΝΤΙΚΕΣ ΓΕΝΕΕΣ,
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΩ:

Ότι το Πρωτοδικείο που κείται στις Βρυξέλλες
Εξέδωσε την απόφαση, το κείμενο της οποίας ακολουθεί:

ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ
Εκδοθέν στο
διάδικο: GS1
(AISBL)

Αρ. 258

ΠΡΩΤΟΔΙΚΕΙΟ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

76^ο Τμήμα

Αρ. Γ.Π.: 08/9676/A

Παράρτημα:

AISBL – Ευρωπαϊκό δίκαιο περί ανταγωνισμού

1 κλήτευση
5 προτάσειςΟριστική απόφαση
Αντιμωλία

Υπόθεση:

Της ανώνυμης εταιρείας ελληνικού δικαίου GS1 ΕΛΛΑΣ Α.Ε., εκπροσωπούμενης από την κυρία Ευανθία Δήμου, πρόεδρο και διευθύντρια, της οποίας η εταιρική έδρα κείται στην Πλατεία Αγ. Δημητρίου, 5 και Δ. Κυριάκου 2, 145 62 Κηφισιά, Αθηνών, Ελλάδα

Ενάγουσας

Εκπροσωπούμενης από τον κ. Yves MELIN, Δικηγόρο μέλος του δικηγορικού συλλόγου Βρυξελλών, τον κ. Guillaume TAILLANDIER, Δικηγόρο μέλος του δικηγορικού συλλόγου του Παρισιού, και την κα Ελίζα ΠΕΤΡΙΤΣΗ, Δικηγόρο μέλος του δικηγορικού συλλόγου Αθηνών, το γραφείο του οποίου κείται στις 1050 Βρυξέλλες, avenue Louise, 250/62.

Προσκομίσθηκε στις
28-12-2009

Μη πρωτοκολλησίμη

Κατά:

Ο Ταμίας
BEX J.P.
(υπογραφή)

Της διεθνούς μη κερδοσκοπικής εταιρείας (A.I.S.B.L.) βελγικού δικαίου GS1, με εταιρική έδρα κείμενη στις 1050 ΒΡΥΞΕΛΛΕΣ, avenue Louise, 326/10, εγγεγραμμένης στην BCE με τον αριθμό επιχείρησης 0419.640.608,

ΑΡΙΘ. ΕΥΡ.
09/49858

Εναγόμενης,

Εκπροσωπούμενης από τους κα Marie PETRE, και κ. Alan COSTANTINI Δικηγόρους, μέλη του δικηγορικού συλλόγου Βρυξελλών, τα γραφεία των οποίων κείνται στις 1040 Βρυξέλλες, avenue d'Auderghem, 22-28 θυρ. 9, και τον κ. Romain FERLA, Δικηγόρο μέλος του δικηγορικού συλλόγου του Παρισιού, τα γραφεία του οποίου κείνται στο Centre d'affaires Edouard VII, square Edouard VII, 5, 75009 Παρίσι, Γαλλία.

ΟΡΙΣΤ. ΑΠΟΦ.

Στην παρούσα υπόθεση, η οποία τέθηκε σε διάσκεψη στις 30 Νοεμβρίου 2009, το Δικαστήριο εκδίδει την παρακάτω απόφαση:

Έχοντας υπόψη τα έγγραφα της διαδικασίας, ιδίως:

- Την εισαγωγική της δίκης κλήτευση, που επιδόθηκε στις 17 Ιουλίου 2008 με δικόγραφο του αναπληρωτή Δικαστικού Επιμελητή Rodriguez Rubbens, σε αντικατάσταση του Δικαστικού Επιμελητή Philippe Schepkens, κατοίκου 1050 Βρυξελλών, με αίτηση της Α.Ε. ελληνικού δικαίου GS1 Ελλάς.
- Τη διάταξη που απαγγέλθηκε στις 25 Αυγούστου 2008, βάσει του άρθρου 747, παράγραφος 2 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας.
- Τις προτάσεις, τις συμπληρωματικές και συνοπτικές προτάσεις που κατατέθηκαν από την GS1 Ελλάς.
- Τις προτάσεις, τις συμπληρωματικές και συνοπτικές προτάσεις καθώς και τις δεύτερες πρόσθετες και συνοπτικές προτάσεις που κατατέθηκαν για την aisbl GS1 (εφεξής GS1).

Κατόπιν ακρόασης των ισχυρισμών και των αποδεικτικών μέσων των συμβούλων των διαδίκων κατά τις δημόσιες συνεδριάσεις της 22^{ας} Ιουνίου και της 30^{ης} Νοεμβρίου 2009.

I. Αντικείμενο της αγωγής

Με την αγωγή της GS1 Ελλάς, όπως τροποποιήθηκε μέσω των προτάσεων, ζητείται:

- Να κηρυχθεί άκυρη η απόφαση αποκλεισμού της GS1 Ελλάς, που ψηφίστηκε στη διάρκεια της συνέλευσης της GS1 της 21^{ης} Μαΐου.
- Να κηρυχθεί η δικαστική λύση της GS1.
- Να καταδικαστεί η GS1 στη δικαστική δαπάνη, συμπεριλαμβανομένης της διαδικαστικής αποζημίωσης 10.000 €.

Η GS1 συμπεραίνει στο αβάσιμο του αιτήματος που ζητεί να κηρυχθεί άκυρη η απόφαση αποκλεισμού της GS1 Ελλάς, που ψηφίστηκε κατά τη διάρκεια της συνέλευσης της GS1 της 21^{ης} Μαΐου 2008, και στο απαράδεκτο, ή τουλάχιστον, το αβάσιμο του αιτήματος που ζητεί να κηρυχθεί η δικαστική λύση της GS1. Ζητά επίσης μια διαδικαστική αποζημίωση 10.000 €.

II. Το πλαίσιο της δικαστικής διαφοράς

Τα χρήσιμα για την επίλυση της διαφοράς περιστατικά μπορούν να συνοψιστούν ως εξής:

GSI

- Η GSI είναι μια διεθνής μη κερδοσκοπική εταιρεία βελγικού δικαίου, που ιδρύθηκε στις 30 Ιουλίου 1979 με την επωνυμία «Association Européenne de Numérotation des Articles – European Article Numbering Association (EAN)», σκοπό της οποίας, όπως ορίζεται στο άρθρο 2 του καταστατικού της, είναι: «η εγκατάσταση ενός παγκόσμιου πολυβιομηχανικού συστήματος αναγνώρισης και μετάδοσης προϊόντων και υπηρεσιών, που να βασίζεται στα αναγνωρισμένα σε παγκόσμιο επίπεδο πρότυπα και να καθοδηγείται από τις επιχειρήσεις. Η GSI εγγυάται επίσης τη συμβατότητα των δράσεων που θα αναλαμβάνονται από τα μέλη της, προκειμένου να προωθηθεί η εφαρμογή του συστήματος. Δεν επιδιώκει κερδοσκοπικό σκοπό. Οι δραστηριότητές της παίρνουν τη μορφή μελετών, σχέσεων, διαπραγματεύσεων και υλοποιήσεων προς το συμφέρον του συνόλου των μελών της, καθώς και εκπροσώπησης των μελών της στους διεθνείς συλλόγους και οργανισμούς. Η κύρια δραστηριότητά της αφορά την ανάπτυξη του συστήματος, το συντονισμό ή την υλοποίηση των εργασιών που πραγματοποιούνται από τα μέλη της.»
- Σύμφωνα με το άρθρο 3 του καταστατικού της GSI, μέλη της GSI μπορούν είναι μόνον οι εθνικές και πολυεθνικές οργανώσεις που πληρούν τους παρακάτω όρους προσχώρησης:
 - «(...) – Να αποδεικνύουν ένα νομικό καθεστώς (ήτοι, να είναι νομικό πρόσωπο που να συστάθηκε σύμφωνα με τους νόμους ενός ή περισσοτέρων κρατών αναγνωρισμένων σε διεθνές επίπεδο).
 - Να αποδεικνύουν ότι το καθεστώς αυτό προβλέπει κατάλληλη εκπροσώπηση των παραγωγών και των διανομέων (χονδρικής και λιανικής). (...).
 - Να δεσμεύονται γραπτώς ότι θα τηρούν το καταστατικό και τον κανονισμό εσωτερικής λειτουργίας της GSI. Τα μέλη που έγιναν δεκτά ονομάζονται «Οργανώσεις – Μέλη (...)».
- Το άρθρο 6 (g) του καταστατικού της GSI απαιτεί επίσης από τις οργανώσεις μέλη να δραστηριοποιούνται σε μη εμπορεύσιμη βάση, δεδομένου ότι η απαίτηση αυτή δεν συνεπάγεται αναγκαστικά την υιοθέτηση από τις εν λόγω οργανώσεις της μορφής μη κερδοσκοπικής εταιρείας ή άλλης παρόμοιας μορφής στο αλλοδαπό δίκαιο.
- Το άρθρο 6 (h) του καταστατικού της GSI επιβάλλει στις οργανώσεις μέλη να έχουν ένα διοικητικό συμβούλιο αποτελούμενο από χρήστες.
- Η GSI είχε, στις 31 Δεκεμβρίου 2007, 108 οργανώσεις μέλη, κατανεμημένες ανά τον κόσμο.
- Η δραστηριότητα της GSI συνίσταται στην ανάπτυξη στους κόλπους της διαφόρων προτύπων αυτόματης αναγνώρισης και ηλεκτρονικών εργαλείων επικοινωνίας, εκ των οποίων ο ραβδοκώδικας είναι μια εφαρμογή, και η GSI χορηγεί τους πρώτους αριθμούς των ραβδοκωδικών στις οργανώσεις μέλη της, οι οποίες χορηγούν τους υπόλοιπους αριθμούς στα δικά τους μέλη.
- Οι οργανώσεις μέλη καταβάλουν στην GSI μια ετήσια εισφορά καθώς και το 7,5% του κύκλου εργασιών τους.

GS1 Ελλάς

- Η GS1 Ελλάς είναι η ελληνική οργάνωση μέλος της GS1 από τον 1985.
- Αρχικά, αυτή η οργάνωση ήταν μια μη κερδοσκοπική αστική εταιρεία ελληνικού δικαίου με την επωνυμία «HELSCAN» («ΕΛΚΕΣΗΠ» στα Ελληνικά), η οποία συγκατάλεγε αντιπροσωπευτικά μέλη όλων των τομέων της ελληνικής βιομηχανίας και διανομής και της οποίας το καταστατικό προέβλεπε ότι σε περίπτωση διάλυσης, τα περιουσιακά της στοιχεία θα διαβιβάζονταν σε ελληνική εταιρεία που θα είχε τον ίδιο σκοπό.
- Στις 30 Ιουνίου 1989, συστάθηκε μια ανώνυμη εταιρεία με την επωνυμία «ΕΛΚΕΣΗΠ ΑΕ» ή στα Αγγλικά «HELLCAN SA», η οποία, σύμφωνα με την GS1 Ελλάς, είχε εξαγοράσει τις δραστηριότητες της προαναφερόμενης αστικής εταιρείας κατ' αίτηση της ελληνικής βιομηχανίας, μέτοχοι της οποίας ήταν ο κ. Βακιρτζής και η κα Θεοδωρακοπούλου, και η οποία έπαυσε να συγκαταλέγει στους κόλπους της εκπροσώπους των χρηστών.
- Το 1992, η κα Δήμου και η κα Μαστοράκου έγιναν μέτοχοι της εταιρείας αυτής, η οποία, το 1998, πήρε την επωνυμία «HELLCAN EAN HELLAS» και το 2002, την επωνυμία «HELL.C.A.N. – EAN HELLAS».
- Το 2006, μετά από την αλλαγή επωνυμίας της EAN σε «GS1» σε παγκόσμιο επίπεδο, όλες οι οργανώσεις μέλη τροποποίησαν την επωνυμία τους και στην Ελλάδα, μια καινούργια εταιρεία, η Α.Ε. GS1 Ελλάς, εξαγόρασε τις δραστηριότητες της Α.Ε. EAN ΕΛΛΑΣ.

Απόφαση αποκλεισμού

- Στις 15 Φεβρουαρίου 2007, μέσω ηλεκτρονικού ταχυδρομείου, η GS1 ζήτησε από την GS1 Ελλάς ένα αντίγραφο του καταστατικού της, και στις 15 Μαρτίου 2007, μέσω ηλεκτρονικού ταχυδρομείου, της γνωστοποίησε ότι το εν λόγω καταστατικό δεν πληρούσε τα ανωτέρω μνημονευόμενα άρθρα 3, 6η και 8.
- Με την από 19 Μαρτίου 2007 επιστολή, η GS1 Ελλάς απάντησε ότι η κατάσταση αυτή υπήρχε από τον 1989 κατ' αίτηση της ελληνικής βιομηχανίας και ότι η EAN είχε ειδοποιηθεί για την κατάσταση αυτή την εποχή εκείνη.
- Ακολούθησαν διαπραγματεύσεις μεταξύ των μερών, που διήρκεσαν ένα έτος, προκειμένου να ανευρεθεί μια συμβιβαστική λύση.
- Η τελευταία πρόταση της GS1 ήταν να συνεχίσει η GS1 Ελλάς να παρέχει τις υπηρεσίες της επί 9 ως 12 μήνες έως ότου ιδρυθεί μια μη κερδοσκοπική εταιρεία (asbl), η οποία θα υπέγραφε μια σύμβαση παροχής υπηρεσιών με την GS1 Ελλάς επί ένα χρόνο για συνολικό ποσό 240.000 €, ενώ η GS1 Ελλάς θα υπέβαλε παραίτηση από την GS1, 6 μήνες πριν τη σύσταση της εν λόγω καινούργιας εταιρείας.
- Η GS1 Ελλάς αρνήθηκε την προσφορά αυτή, την οποία θεώρησε ανεπαρκής από οικονομικής άποψης, επιθυμούσε δε να συνεχίσει τις δραστηριότητές της επί 3 χρόνια πριν παραιτηθεί και μεταβιβάσει την επιχείρησή της στην καινούργια μη κερδοσκοπική εταιρεία (asbl).
- Στις 21 Απριλίου 2008, η GS1 απέστειλε στα μέλη της την ημερήσια διάταξη της γενικής της συνέλευσης, η οποία συμπεριλάμβανε τον αποκλεισμό της GS1 Ελλάς.

- Με την από 22 Απριλίου 2008 επιστολή, η GS1 απέστειλε στην GS Ελλάς ένα επεξηγηματικό σημείωμα για τους λόγους που την οδήγησαν στην πρόταση αποκλεισμού.
- Στις 14 Μαΐου 2008, η GS1 απέστειλε στα μέλη τις επιστολές της 6^{ης} και 14^{ης} Μαΐου 2008 των συμβούλων της GS Ελλάς καθώς και του γενικού διευθυντής της GS1, στις οποίες ο καθένας εκθέτει τη θέση του.
- Κατά τη γενική συνέλευση της 21^{ης} Μαΐου 2008 που είχε προβλεφτεί από τις 9:15 ως 13:00 και που περιλάμβανε 11 θέματα στην ημερήσια διάταξη, οι εκπρόσωποι της GS Ελλάς ακούστηκαν επί 15 λεπτά και στη συνέχεια διενεργήθηκε η ψηφοφορία με ανάταση χειρός.
- Ο αποκλεισμός ψηφίστηκε με πλειοψηφία 93,08% των εκφρασθέντων ψήφων.

Διαδικασία

- Με την από 2 Ιουνίου 2008 κλήτευση, η GS1 ζήτησε από τον πρόεδρο του Πρωτοδικείου, που έκρινε κατά τη διαδικασία λήψης ασφαλιστικών μέτρων, την αναστολή της απόφασης αποκλεισμού της GS Ελλάς.
- Με την από 20 Ιουνίου 2008 διάταξη, ο πρόεδρος του Πρωτοδικείου που έκρινε κατά τη διαδικασία λήψης ασφαλιστικών μέτρων, κήρυξε την αίτηση παραδεκτή αλλά αβάσιμη και έκανε δεκτή την ανταγωγή της GS1 που ζητούσε να καταδικαστεί η GS1 Ελλάς να συμμορφωθεί στην απόφαση της γενικής συνέλευσης.
- Η GS1 Ελλάς κατήγγειλε ανεπίσημα την GS1 στη Γενική Διεύθυνση Ανταγωνισμού της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, η οποία αποφάσισε, ενόψει των πληροφοριών που είχε στη διάθεσή της, να μην κινήσει καμιά επίσημη διαδικασία έρευνας.
- Με απόφαση της 26^{ης} Σεπτεμβρίου 2008, το Εφετείο, που έκρινε κατά τη διαδικασία ασφαλιστικών μέτρων, ζήτησε από την Ευρωπαϊκή Επιτροπή να της δώσει τη γνώμη της σχετικά με τις αιτιάσεις που είχε διατυπώσει η GS1 Ελλάς, και αποφάσισε να αναστείλει προσωρινώς την απόφαση της γενικής συνέλευσης που απέκλειε την GS1 Ελλάς.
- Με την από 17 Ιουλίου 2008 κλήτευση, η GS1 Ελλάς κίνησε αγωγή ενώπιον του παρόντος Δικαστηρίου.
- Στις 22 Ιανουαρίου 2009, η Ευρωπαϊκή Επιτροπή εξέδωσε γνωμοδότηση που συμπέρανε ότι, υπό το φως των διαθέσιμων πληροφοριών και των παρασχεθέντων από τα μέρη επιχειρημάτων, δεν ήταν σε θέση να διαπιστώσει, *prima facie*, ότι οι καταγγελλθείσες από την Ελλάς πρακτικές συνιστούσαν παράβαση των άρθρων 81 και 82 της συνθήκης και ότι δεν προτίθεται να συνεχίσει την εξέταση της εν λόγω περίπτωσης.
- Στις 6 Μαΐου 2009, η GS1 Ελλάς άσκησε επίσης κατά της GS1 αγωγή ενώπιον του Ανώτερου Δικαστηρίου Αθηνών με σκοπό να απαγγελθεί η ακυρότητα της λήξης της σύμβασης διανομής που είχαν συνάψει οι διάδικοι.
- Με απόφαση της 3^{ης} Σεπτεμβρίου 2009, το Εφετείο Βρυξελλών απέρριψε την έφεση της GS1 Ελλάς κατά της προαναφερόμενης διάταξης της 20^{ης} Ιουνίου 2008.

III. Συζήτηση

A. Επί της παράβασης των δικαιωμάτων άμυνας της GS Ελλάς κατά τη διάρκεια της διαδικασίας που κατέληξε στον αποκλεισμό της.

1.

Παρότι, όπως το διευκρίνισε ρητώς στην επ' ακροατηρίου συζήτηση, η ενάγουσα δεν αμφισβητεί ότι παραβίασε το καταστατικό της εναγόμενης, ούτε ότι η παράβαση αυτή αποτελεί αιτία αποκλεισμού δυνάμει του εν λόγω καταστατικού, ωστόσο, υποστηρίζει ότι δεν σεβάστηκαν τα δικαιώματα υπεράσπισης της κατά τη διάρκεια της διαδικασίας που κατέληξε στον αποκλεισμό της εξαιτίας:

- του ότι η εναγόμενη την εμπόδισε να προβάλει τα επιχειρήματά της·
- του ότι η εναγόμενη προέβαλε ψευδή επιχειρήματα·
- των συνθηκών στις οποίες έλαβε χώρα η ψηφοφορία.

2.

Πρέπει να υπομνηστεί ότι η δυνατότητα να αποκλειστεί ένα ενεργό μέλος μιας οργάνωσης είναι μια δυνατότητα που εμπίπτει στη διακριτική ευχέρεια του αρμόδιου οργάνου της οργάνωσης που την ασκεί. Όσον αφορά την αμφισβήτηση μιας απόφασης της γενικής συνέλευσης, ο έλεγχος του δικαστή είναι περιθωριακός και συνίσταται μονάχα στον να ελέγξει εάν τηρήθηκαν οι νόμιμες και καταστατικές προϋποθέσεις καθώς και τα δικαιώματα υπεράσπισης.

Τα δικαιώματα αυτά υπαγορεύουν να ενημερώνεται το μέλος του οποίου προτείνεται ο αποκλεισμός, για τις εναντίον του αιτιάσεις και να του επιτραπεί να αμυνθεί κατά τη διάρκεια της γενικής συνέλευσης (Liège, 1^{er} décembre 2003, JLMB, 2004, σ. 113).

3.

Εν προκειμένω, από τα έγγραφα που προσάχθηκαν στη δικογραφία συνάγεται ότι:

- η ενάγουσα γνώριζε από το e-mail της 15^{ης} Μαρτίου 2007 ότι παραβίαζε το καταστατικό της εναγόμενης και ότι ακολούθησαν διαπραγματεύσεις ενός έτους·
- η εναγόμενη δεν μπορούσε να αγνοεί ότι οι εν λόγω παραβάσεις συνιστούσαν μια καταστατική αιτία αποκλεισμού, κάτι άλλωστε που δεν ισχυρίζεται·
- η ημερήσια διάταξη της γενικής συνέλευσης, που περιλαμβάνει τον αποκλεισμό της ενάγουσας, απεστάλη στις 21 Απριλίου 2008, ήτοι ένα μήνα πριν λάβει χώρα η εν λόγω γενική συνέλευση, σύμφωνα με το καταστατικό, και περιέχει τις καταστατικές διατάξεις που παραβιάστηκαν·
- στις 22 Απριλίου 2008, η εναγόμενη απέστειλε στην ενάγουσα μια επιστολή, που περιείχε τις λεπτομερείς αιτιάσεις της και που της ζητούσε εάν θα συνεπικουρηθεί από σύμβουλο και εάν θα καταθέσει απαντητικό υπόμνημα·
- στις 6 Μαΐου 2008, η ενάγουσα απέστειλε απαντητική επιστολή στην εναγόμενη·
- στις 8 Μαΐου 2008, η εναγόμενη διέταξε την ενάγουσα να μην αποστείλει την επιστολή αυτή στα μέλη και διευκρίνισε ότι θα την έστειλε η ίδια μαζί με την απάντησή της·

- στις 14 Μαΐου 2008, η εναγόμενη απέστειλε στα μέλη τις αιτιάσεις της καθώς και την από 6 Μαΐου 2008 επιστολή της ενάγουσας·
- κατά τη διάρκεια της γενικής συνέλευσης της 21^{ης} Μαΐου 2008, που είχε προβλεφθεί από τις 9:15 ως 13:00 και περιλάμβανε 11 θέματα στην ημερήσια διάταξη, οι εκπρόσωποι της GS Ελλάς ακούστηκαν επί 15-20 λεπτά και στη συνέχεια διενεργήθηκε η ψηφοφορία με ανάταση χειρός.

Τα στοιχεία αυτά δεν αποκαλύπτουν καμία παράβαση των δικαιωμάτων της υπεράσπισης. Ειδικότερα, το γεγονός ότι η εναγόμενη διέταξε την ενάγουσα να μην αποστείλει στα μέλη την από 6 Μαΐου 2008 επιστολή της δεν αποκαλύπτει καμία τέτοια παράβαση, εφόσον η εν λόγω επιστολή στάλθηκε στα μέλη – μαζί με τις αιτιάσεις της εναγόμενης – 15 ημέρες πριν τη γενική συνέλευση και η ενάγουσα ήταν απολύτως ελεύθερη να μην ανταποκριθεί στο αίτημα της εναγόμενης να μην αποστείλει απευθείας στα μέλη την επιστολή της.

Επίσης, το γεγονός ότι η από 14 Μαΐου 2008 επιστολή περιλαμβάνει ψευδείς δηλώσεις δεν ενδείκνυται καθώς, ακόμα και αν υποθέσουμε ότι περιέχει πράγματι ψευδείς δηλώσεις, το γεγονός καθαυτό δεν αποδεικνύει παράβαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης, ενώ συνάγεται από τη δικογραφία ότι η ενάγουσα άσκησε πράγματι τα δικαιώματά υπεράσπισής της αποστέλλοντας αυθημερόν στα μέλη ένα απαντητικό υπόμνημα.

Το γεγονός ότι διαβιάστηκαν εντολές ψήφου, όχι από τη διοικητική επιτροπή της GS1, αλλά από μια άτυπη ομάδα, ήτοι τα ευρωπαϊκά μέλη της GS1, δεν φανερώνει περισσότερο μη σεβασμό των δικαιωμάτων της υπεράσπισης.

Ομοίως, με τη σύντομη χρονική διάρκεια που δόθηκε στην ενάγουσα κατά τη διάρκεια της γενικής συνέλευσης, εφόσον η ημερήσια διάταξη περιλάμβανε 11 θέματα που έπρεπε να συζητηθούν μέσα σε ένα πρωινό και, όπως αναφέρεται ανωτέρω, η άποψη της ενάγουσας είχε διαβιβαστεί στα μέλη πριν τη γενική συνέλευση.

Εξάλλου, σε αντίθεση με όσα υποστηρίζει η ενάγουσα, δεν προκύπτει από τα έγγραφα της δικογραφίας ότι δεν τηρήθηκε η διαδικασία ψηφοφορίας ενώ δεν αποδεικνύει η ενάγουσα ότι η ίδια ή ένα άλλο μέλος είχε ζητήσει να είναι γραπτή ή κρυφή η εν λόγω ψηφοφορία.

Τέλος, αντίθετα με τα έγγραφα που προσάχθηκαν στη δικογραφία από την εναγόμενη, η ενάγουσα δεν αποδεικνύει ότι υπήρχε πλειοψηφία ψήφων αποχής.

B. Επί της παράβασης του ευρωπαϊκού δικαίου περί ανταγωνισμού*Παράβαση του άρθρου 81*

1.

Προς υπόμνηση, η ενάγουσα δεν θεώρησε χρήσιμο να υποβάλει μήνυση στην Ευρωπαϊκή Επιτροπή, ενώ στην από 22 Ιανουαρίου 2009 γνώμη της που εκδόθηκε με αίτηση του Εφετείου, η Ευρωπαϊκή Επιτροπή διευκρίνισε ότι η ληφθείσα σύμφωνα με το καταστατικό απόφαση μιας επαγγελματικής οργάνωσης «να αποκλείσει ένα μέλος είναι σχεδόν αδύνατον να παραβιάζει το δίκαιο περί ανταγωνισμού» και ότι δεν ήταν, *in casu*, στην πρόθεσή της να συνεχίσει την εξέταση της περίπτωσης.

2.

Παρά τη γνώμη αυτή, η ενάγουσα διατείνεται ότι η απόφαση αποκλεισμού που λήφθηκε εναντίον της συνιστά συλλογικό εμπορικό αποκλεισμό που την εμποδίζει να διαθέσει στην αγορά τα προϊόντα της GS1 και ότι είναι αντίθετη με το άρθρο 81, παράγραφος 1 της συνθήκης ΕΚ.

3.

Κατά το άρθρο 81, παράγραφος 1 της συνθήκης ΕΚ (πρώην άρθρο 85) «*Είναι ασυμβίβαστες με την κοινή αγορά και απαγορεύονται όλες οι συμφωνίες μεταξύ επιχειρήσεων, όλες οι αποφάσεις ενώσεων επιχειρήσεων και κάθε εναρμονισμένη πρακτική που δύνανται να επηρεάσουν το εμπόριο μεταξύ κρατών μελών και που έχουν ως αντικείμενο ή αποτέλεσμα την παρεμπόδιση, τον περιορισμό ή τη νόθευση του ανταγωνισμού εντός της κοινής αγοράς, και ιδίως εκείνες οι οποίες συνίστανται:*

- α) στον άμεσο ή έμμεσο καθορισμό τιμών αγοράς ή πωλήσεως ή άλλων όρων συναλλαγής,*
- β) στον περιορισμό ή στον έλεγχο της παραγωγής, της διαθέσεως, της τεχνολογικής αναπτύξεως ή των επενδύσεων,*
- γ) στην κατανομή των αγορών και των πηγών εφοδιασμού,*
- δ) στην εφαρμογή άνισων όρων επί ισοδυνάμων παροχών έναντι των εμπορικώς συναλλασσομένων, με αποτέλεσμα να περιέρχονται αυτοί σε μειονεκτική θέση κατά τον ανταγωνισμό,*
- ε) στην εξάρτηση της συνάψεως συμβάσεων από την αποδοχή εκ μέρους των συναλλασσομένων προσθέτων παροχών που εκ φύσεως ή σύμφωνα με τις εμπορικές συνήθειες δεν έχουν σχέση με το σκοπό των εν λόγω συμβάσεων.»*

Για να εφαρμοστεί η απαγόρευση που προβλέπεται στο άρθρο αυτό, πρέπει να υπάρχει κάποια μορφή συμφωνίας μεταξύ επιχειρήσεων:

- που να περιορίζει ή να στοχεύει στον περιορισμό, κατά αισθητό τρόπο, του ανταγωνισμού εντός της κοινής αγοράς·
- που δύναται να επηρεάσει το εμπόριο μεταξύ κρατών μελών.

Αντίθετα με όσα υποστηρίζει η ενάγουσα, ο καθορισμός της σχετικής αγοράς είναι απαραίτητος εν προκειμένω, ώστε να προσδιοριστεί εάν ο ανταγωνισμός είναι περιορισμένος και ως εκ τούτου, ότι δεν θεμελιώνεται ότι η απόφαση αποκλεισμού της ενάγουσας είναι εξ αντικειμένου μια παράνομη συμφωνία.

4.

Η σχετική αγορά καθορίζεται σε σχέση με μία ή περισσότερες κατηγορίες προϊόντων και σε σχέση με μια γεωγραφική περιοχή.

Σύμφωνα με την Επιτροπή: *«Η σχετική αγορά προϊόντων περιλαμβάνει όλα τα προϊόντα και/ή υπηρεσίες που είναι δυνατόν να εναλλάσσονται ή να υποκαθίστανται από τον καταναλωτή λόγω των χαρακτηριστικών, των τιμών και της χρήσης για την οποία προορίζονται.»*

Η σχετική γεωγραφική αγορά περιλαμβάνει *«την περιοχή στην οποία οι ενδιαφερόμενες επιχειρήσεις συμμετέχουν στην προμήθεια των σχετικών αγαθών και υπηρεσιών, οι όροι ανταγωνισμού είναι επαρκώς ομοιόμορφοι και η οποία μπορεί να διακριθεί από γειτονικές γεωγραφικές περιοχές διότι στις εν λόγω περιοχές οι όροι ανταγωνισμού διαφέρουν σημαντικά.»*

Για τον ορισμό των αγορών, λαμβάνεται υπόψη μόνο ο πραγματικός ανταγωνισμός και ότι ο δυνητικός ανταγωνισμός (Ανακοίνωση της Επιτροπής σχετικά με τον ορισμό της σχετικής αγοράς για τους σκοπούς του κοινοτικού δικαίου ανταγωνισμού, JOCE, 9 Δεκεμβρίου 1997, αρ. C372).

Στην προκειμένη περίπτωση, από τα στοιχεία της δικογραφίας προκύπτει ότι η αγορά προϊόντος είναι η αγορά των προϊόντων GS1 και των συνδεδεμένων υπηρεσιών για τη γενική ταυτοποίηση των προϊόντων στην εφοδιαστική αλυσίδα.

Πράγματι, δεδομένου ότι πρόκειται για καταναλωτικά αγαθά, το προϊόν GS1 και ειδικά το σύστημα των ραβδοκωδικών – που είναι παγκόσμιο – δεν μπορεί να υποκατασταθεί από κανένα άλλο.

Η εν λόγω αγορά αποτελείται από μια αγορά προηγούμενου σταδίου (χορήγηση του προθέματος από την GS1 στα τοπικά μέλη) και μια αγορά επόμενου σταδίου (διάθεση στην αγορά των προϊόντων της GS1 από τα μέλη στους τελικούς χρήστες μέσω της χορήγησης προθεμάτων στις εταιρείες και επιθεμάτων για κάθε προϊόν).

Πέραν τούτου, οι διάδικοι δεν αμφισβητούν ότι η αγορά προϊόντων που πρέπει να ληφθεί υπόψη για την εφαρμογή του προαναφερόμενου άρθρου 81 είναι η αγορά επόμενου σταδίου.

Δεδομένου ότι πρόκειται για τη γεωγραφική αγορά, αυτή είναι εθνική. Πράγματι, από τα στοιχεία της δικογραφίας συνάγεται ότι οι χρήστες των προτύπων απευθύνονται στο τοπικό μέλος της χώρας όπου είναι εγκαταστημένοι για διάφορους λόγους, ιδίως κόστους, ευκολίας, γλώσσας, αντιπροσώπευσης των χρηστών στους κόλπους του εθνικού μέλους..., με την επιφύλαξη ειδικών περιθωριακών περιπτώσεων (όπως το γεγονός ότι δύο χρήστες της Ελλάδας απευθύνθηκαν σε μέλος της Αγγλίας).

Εξάλλου, το ότι η αγορά είναι εθνική επαληθεύεται από το γεγονός ότι και από τα στοιχεία της δικογραφίας προκύπτει ότι οι τιμές που ισχύουν στις οργανώσεις μέλη κυμαίνονται σημαντικά ανάλογα με τη χώρα και ότι οι υψηλές τιμές που εφαρμόζει η ενάγουσα δεν είχαν ως αποτέλεσμα να φύγουν από αυτήν χρήστες για να πάνε σε άλλη οργάνωση μέλος μιας άλλης χώρας.

Τέλος, η ενάγουσα δεν αποδεικνύει ότι η εναγόμενη προμηθεύει άμεσα χρήστες στο ευρωπαϊκό έδαφος, κάτι που αμφισβητεί η τελευταία.

Από τα ανωτέρω, προκύπτει ότι η γεωγραφική αγορά είναι εθνική και ότι, στην πράξη, τα διάφορα τοπικά μέλη δεν ανταγωνίζονται μεταξύ τους, ακόμα και αν είναι δυνητικά ανταγωνιστές καθώς κάθε χρήστης μπορεί ελεύθερα να αποταθεί στην οργάνωση μέλος της επιλογής του.

5.

Στην από 22 Ιανουαρίου 2009 γνωμοδότησή της, η Επιτροπή υπενθύμισε ότι ο συλλογικός εμπορικός αποκλεισμός συνίσταται σε *«μια συλλογική δράση των προμηθευτών προϊόντων ή υπηρεσιών που αρνούνται να διανέμουν τα προϊόντα ή τις υπηρεσίες τους σε συγκεκριμένο πελάτη ή προμηθευτή»*.

Εν προκειμένω, από τη στιγμή που οι οργανώσεις μέλη δεν έχουν ούτε ανταγωνιστική σχέση, ούτε σχέση προμηθευτή / πελάτη, δεν μπορεί να γίνεται λόγος για συλλογικό εμπορικό αποκλεισμό στην προκειμένη περίπτωση.

Ως εκ περισσού, αν και δεν αμφισβητείται ότι δυνάμει της νομολογίας του Δικαστηρίου, μια πρακτική που επιδρά στο έδαφος ενός κράτους μέλους μπορεί να έχει επιπτώσεις στο εμπόριο μεταξύ κρατών μελών ή, τουλάχιστον, στη δομή του ανταγωνισμού, εντούτοις δύσκολα το Δικαστήριο διακρίνει πώς, στην προκειμένη περίπτωση, η αντικατάσταση μιας οργάνωσης μέλος, που παραβιάζει το καταστατικό, από μια άλλη που το σέβεται θα μπορούσε να έχει μια τέτοια επίπτωση.

Πρέπει να υπομνηστεί ως προς τούτου ότι η ενάγουσα κριτικάρει μόνο την απόφαση αποκλεισμού και όχι το καταστατικό της εναγόμενης ακόμα κι αν διευκρινίζει, χωρίς ωστόσο να αναπτύσσει αυτή την επιχειρηματολογία, ούτε να θεμελιώνει την αγωγή της σε αυτή, ότι *«το σύστημα GSI, αυτό καθαυτό, αποτελεί πιθανώς περιορισμό του ανταγωνισμού κατά το ότι αποτελεί μια τεχνητή κατανομή της εσωτερικής αγοράς.»*

Παράβαση του άρθρου 82

1.

Το άρθρο 82 της συνθήκης ΕΚ απαγορεύει *«οποιαδήποτε κατάχρηση από μία ή περισσότερες επιχειρήσεις μιας δεσπόζουσας θέσης εντός της κοινής αγοράς ή σε σημαντικό τμήμα αυτής, στο μέτρο που είναι ικανή να επηρεάσει το μεταξύ κρατών μελών εμπόριο.»*

2.

Η ενάγουσα διατείνεται ότι η απόφαση αποκλεισμού που πάρθηκε εναντίον της από την εναγόμενη αποτελεί κατάχρηση δεσπόζουσας θέσης και ειδικότερα αδικαιολόγητη άρνηση εμπορικών συναλλαγών καθώς και άρνηση να της επιτρέψει την πρόσβαση σε μια βασική εγκατάσταση για τις δραστηριότητές της, δεδομένου ότι η άρνηση αυτή έχει ως αντικείμενο ή αποτέλεσμα την εξάλειψη κάθε ανταγωνισμού.

3.

Το δικαστήριο παραπέμπει στην αιτιολογία της απόφασης του Εφετείου, την οποία υιοθετεί, που εκτίμησε ότι καμία κατάχρηση δεσπόζουσας θέσεως δεν αποδεικνυόταν στην προκειμένη περίπτωση.

Πράγματι, από τα στοιχεία της δικογραφίας προκύπτει ότι:

- η σχετική αγορά για την εφαρμογή του ανωτέρω μνημονευόμενου άρθρου 82 είναι η αγορά προηγούμενου σταδίου των προϊόντων GS1 και των συνδεδεμένων υπηρεσιών και η γεωγραφική αγορά είναι παγκόσμια, κάτι εντούτοις που οι διάδικοι δεν αμφισβητούν·
- η εναγόμενη χαιρεί δεσπόζουσας θέσεως στην αγορά αυτή εφόσον δεν υπάρχουν πραγματικά ανταγωνιστικοί ραβδοκώδικες στον τομέα της διανομής μεγάλης κλίμακας και δεν είναι δυνατόν για επιχείρηση που δεν είναι μέλος της διεθνούς ενώσεως να αγοράσει και να διανείμει τα πρότυπα GS1·
- με τη μονοπωλιακή θέση της στη σχετική αγορά, η εναγόμενη είναι σε θέση να ελέγχει την αγορά επόμενου σταδίου της διάθεσης στην αγορά των προτύπων της·
- η απόφαση αποκλεισμού στερεί από την ενάγουσα το όφελος της αποκλειστικής διάθεσης των προτύπων της ενάγουσας (ΣτΜ: «της εναγόμενης») ούτως ώστε να παραβαίνει (ΣτΜ: σημασιολογικά θα έπρεπε να χρησιμοποιηθεί το ρήμα «convenir» (αρμόζω, πρέπει) και όχι «contrevenir» (παραβαίνω)) να ελεγχθεί εάν η απόφαση αυτή αποτελεί αδικαιολόγητη άρνηση εμπορικών συναλλαγών ή άρνηση πρόσβασης σε μια βασική εγκατάσταση για τη δραστηριότητά της·
- Όσον αφορά στην άρνηση εμπορικών συναλλαγών, η εναγόμενη δεν έχει καμιά καπιταλιστική σχέση με την ενάγουσα, αλλά μόνο συμβατικές σχέσεις, συνεπώς η νομολογία της απόφασης Télémarketing δεν εφαρμόζεται εν προκειμένω·
- Όσον αφορά στην άρνηση πρόσβασης σε βασική εγκατάσταση, το προϊόν (πρότυπο GS1) συγγέεται με αυτήν, συνεπώς η θεωρία των βασικών εγκαταστάσεων δεν εφαρμόζεται στην προκειμένη περίπτωση.

Κατά τα λοιπά, το Δικαστήριο δεν θεωρεί σκόπιμο να θέσει προδικαστικό ερώτημα στο Δικαστήριο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων σχετικά με το εάν η νομολογία που απορρέει από την απόφαση Télémarketing – δυνάμει της οποίας συνιστά κατάχρηση δεσπόζουσας θέσεως (ΣτΜ: το ρήμα «est interdit» (απαγορεύεται) που ακολουθεί, φαίνεται να τυπώθηκε κατά λάθος), το γεγονός ότι μια επιχείρηση κατέχουσα δεσπόζουσα θέση σε δεδομένη αγορά επιφυλάσσει γι' αυτήν ή για επιχείρηση που ανήκει στον ίδιο όμιλο, χωρίς να υπάρχει αντικειμενική ανάγκη, βοηθητική δραστηριότητα, την οποία θα μπορούσε να ασκήσει τρίτη επιχείρηση στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων της σε παραπλήσια

αγορά, με κίνδυνο να εξαλειφθεί κάθε ανταγωνισμός εκ μέρους της επιχειρήσεως αυτής – πρέπει επίσης να επεκταθεί στο γεγονός ότι μια επιχείρηση κατέχουσα δεσπόζουσα θέση επιλέγει τους συμβατικούς της εταίρους εφόσον, εν πάση περιπτώσει, η ενάγουσα δεν έχει αποδείξει στην προκειμένη περίπτωση ότι ένα τέτοιο γεγονός είναι αδικαιολόγητο.

Πράγματι, η ενάγουσα – η οποία δεν υποστηρίζει ότι η καθεαυτή χορήγηση εδαφικής αποκλειστικότητας συνιστά κατάχρηση δεσπόζουσας θέσης, ούτε ότι το καταστατικό της εναγόμενης είναι αντανταγωνιστικό – δεν στοιχειοθετεί ότι ο αποκλεισμός της δεν δικαιολογείται από το γεγονός ότι εφαρμόζει τις πιο υψηλές τιμές του δικτύου, σε βάρος των τελικών καταναλωτών, όπως το υποστηρίζει η εναγόμενη και όπως το επισήμανε το Εφετείο.

Συναφώς, το Δικαστήριο διαπιστώνει ότι το έγγραφο 52 της δικογραφίας της ενάγουσας, με το οποίο υποτίθεται ότι θα αναιρούσε τους πίνακες τιμών που είχε συμπεριλάβει στις προτάσεις της, αποσύρθηκε από την ενάγουσα.

Εξάλλου, η εναγόμενη καταθέτει έγγραφα που στοιχειοθετούν ότι διάφοροι χρήστες στην Ελλάδα παραπονέθηκαν, ιδίως στις ελληνικές αρχές ανταγωνισμού – για τις υπερβολικά υψηλές τιμές που εφήρμοζε η ενάγουσα.

Επίσης, η ενάγουσα δεν αποδεικνύει ότι ο αποκλεισμός της δεν δικαιολογείται από το γεγονός ότι η διοικητική επιτροπή της δεν περιλαμβάνει εκπροσώπους των χρηστών, κατά παράβαση του καταστατικού της εναγόμενης, ούτε ότι αυτή η μη εκπροσώπηση – η οποία, όπως το επεσήμανε το Εφετείο, θα μπορούσε να εξηγήσει τις υψηλές τιμές που εφαρμόζει – είναι ευνοϊκή για τους τελικούς καταναλωτές.

Γ. Επί του νέου αιτήματος

1.

Η ενάγουσα, μέσω προτάσεων, υπέβαλε νέο αίτημα με το οποίο ζητεί τη λύση της εναγόμενης.

Πράγματι, η ενάγουσα δεν αμφισβητεί ότι μια μη κερδοσκοπική ένωση (asbl) μπορεί να έχει μια δευτερεύουσα εμπορική δραστηριότητα, η οποία πληροί τους εξής όρους:

- η εν λόγω εμπορική δραστηριότητα πρέπει να είναι μικρότερου μεγέθους (ως προς τον όγκο των δραστηριοτήτων) από την κύρια μη εμπορική δραστηριότητα·
- πρέπει να υπάρχει άμεση ή έμμεση αναγκαστική σχέση λίγο ή πολύ σημαντική μεταξύ των δύο δραστηριοτήτων·
- τα κέρδη που απορρέουν από την εμπορική δραστηριότητα πρέπει να αφιερώνονται εξ ολοκλήρου στην επίτευξη του αφίλοκερδούς σκοπού της ένωσης.

Υποστηρίζει ότι οι όροι αυτοί δεν πληρούνται και ότι η εναγόμενη ασκεί κυρίως εμπορικές δραστηριότητες, ήτοι τη διανομή και την πώληση προϊόντων GS1, που δεν είναι απαραίτητα για την επίτευξη του αφίλοκερδούς σκοπού της.

Προς υπόμνηση, ο αφιλοκερδής σκοπός της εναγόμενης, όπως ορίζεται στο άρθρο 2 του καταστατικού της, είναι: «*η εγκατάσταση ενός παγκόσμιου πολυβιομηχανικού συστήματος αναγνώρισης και μετάδοσης προϊόντων και υπηρεσιών, που να βασίζεται στα αναγνωρισμένα σε παγκόσμιο επίπεδο πρότυπα και να καθοδηγείται από τις επιχειρήσεις. Η GS1 εγγυάται επίσης τη συμβατότητα των δράσεων που θα αναλαμβάνονται από τα μέλη της, προκειμένου να προωθηθεί η εφαρμογή του συστήματος. Δεν επιδιώκει κερδοσκοπικό σκοπό. Οι δραστηριότητές της παίρνουν τη μορφή μελετών, σχέσεων, διαπραγματεύσεων και υλοποιήσεων προς το συμφέρον του συνόλου των μελών της, καθώς και εκπροσώπησης των μελών της στους διεθνείς συλλόγους και οργανισμούς. Η κύρια δραστηριότητά της αφορά την ανάπτυξη του συστήματος, το συντονισμό ή την υλοποίηση των εργασιών που πραγματοποιούνται από τα μέλη της.*»

2.

Κατ' εφαρμογή του άρθρου 807 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας, για να γίνει δεκτό ένα νέο αίτημα πρέπει να θεμελιώνεται σε περιστατικό ή πράξη που επικαλείται σε κλήτευση.

Εάν, βέβαια, η διάταξη αυτή πρέπει να τύχει ελαστικής ερμηνείας κατά το ότι το νέο αίτημα δεν πρέπει να θεμελιώνεται αποκλειστικά σε περιστατικό ή πράξη που επικαλείται στην κλήτευση και ότι ο εναγόμενος μπορεί να μην έβγαλε κανένα συμπέρασμα, όσον αφορά στο βάσιμο του αιτήματος από τα περιστατικά στα οποία θεμελιώνεται το νέο αίτημα, δεν επιτρέπει αντιθέτως να γίνει δεκτό νέο αίτημα που δεν βασίζεται σε τέτοιο περιστατικό ή τέτοια πράξη (Cass., 6 juin 2005, Pas., 2005, I, 1212 Cass., 28 avril 2004, RW, 1994-1995, σ. 812) και δεν πρέπει να ξεχνάμε ότι ο σκοπός αυτής της διάταξης είναι «*η αποφυγή πάσης έκπληξης για τον εναγόμενο, απαιτώντας να υπάρχει μια συγκεκριμένη σχέση με την κύρια αγωγή*» (G. Glosset Marchal, L'article 807 est-il discriminatoire ?, JT, 2007, σ. 745 επ.).

Εν προκειμένω, η κύρια αγωγή, που ζητεί μονάχα να κηρυχθεί η ακυρότητα της απόφασης αποκλεισμού της ενάγουσας, δεν έχει καμία σχέση με το νέο αίτημα που ζητεί τη διάλυση της εναγόμενης και δεν θεμελιώνεται σε περιστατικό ή πράξη που επικαλείται στην κλήτευση.

Πράγματι, το περιστατικό ή η πράξη στο οποίο στηρίζεται το νέο αίτημα είναι το ότι η εναγόμενη ασκεί «κυρίως εμπορικές δραστηριότητες που δεν είναι απαραίτητες για την επίτευξη του αφιλοκερδούς σκοπού της.»

Όμως, η κλήτευση δεν αναφέρει πουθενά το περιστατικό αυτό, ούτε ότι η εναγόμενη έχει κυρίως κερδοσκοπικό σκοπό και ότι η κύρια δραστηριότητά της είναι εμπορική.

Αντιθέτως, η κλήτευση περιγράφει τις κύριες δραστηριότητες της εναγόμενης, σύμφωνα με το άρθρο 2 του καταστατικού της, επισημαίνοντας ότι «*η εναγόμενη είναι μια ένωση που ευθύνεται για την προώθηση και την οργάνωση διαφόρων προτύπων και κανόνων ανά τον κόσμο*» και ότι «*η κύρια δραστηριότητα της εναγόμενης είναι η ανάπτυξη του Συστήματος GS13, μιας σειράς κανόνων και προτύπων, στόχος των οποίων είναι η βελτίωση της διαχείρισης της εφοδιαστικής αλυσίδας*», ήτοι «*των εργαλείων και μεθόδων που αποβλέπουν στη βελτίωση και*

τον αυτοματισμό του εφοδιασμού, μειώνοντας τα αποθέματα και τις προθεσμίες παράδοσης».

3.

Ως εκ περισσού, το Δικαστήριο επιθυμεί να υπογραμμίσει επίσης ότι το νέο αίτημα που υποβλήθηκε από την ενάγουσα και που ζητεί, κυρίως, τη λύση της εναγόμενης είναι ασύμβατο με την κύρια αγωγή, στην οποία εμμένει επίσης.

Πράγματι, η ενάγουσα ζητεί να μην αποκλειστεί από την ένωση, ενώ παράλληλα επιδιώκει τη λύση της.

Συνάγεται από τα ανωτέρω, ότι ακόμα κι αν το νέο αίτημα ήταν παραδεκτό επί τη βάσει του άρθρου 807 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας, θα ετίθετο επίσης το ερώτημα του παραδεκτού του ως προς το άρθρο 17 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας και του συμφέροντος που έχει η ενάγουσα να το υποβάλει.

*
* *

Από τα ανωτέρω, προκύπτει ότι η κύρια αγωγή θα κηρυχθεί αβάσιμη ενώ το νέο αίτημα θα κηρυχθεί απαράδεκτο.

Όσον αφορά τη διαδικαστική αποζημίωση, δεδομένου ότι το αίτημα δεν μπορεί να εκτιμηθεί σε χρήμα, το βασικό της ποσό ορίζεται σε 1.200 €, κατ' εφαρμογή του βασιλικού διατάγματος της 26^{ης} Οκτωβρίου 2007.

Η πολυπλοκότητα της παρούσας υπόθεσης δικαιολογεί να ανέλθει το εν λόγω ποσό σε 5.000 €.

Για τους λόγους αυτούς,

Το Δικαστήριο,

Έχοντας υπόψη τις διατάξεις του νόμου της 15^{ης} Ιουνίου 1935 περί χρήσεως των γλωσσών σε δικαστικά θέματα,

Κρίνοντας κατ' αντιμωλία.

Κηρύσσει την κύρια αγωγή παραδεκτή αλλά αβάσιμη.

Κηρύσσει το νέο αίτημα απαράδεκτο.

Καταδικάζει την Α.Ε. ελληνικού δικαίου GS1 Ελλάς στη δικαστική δαπάνη, που εκκαθαρίστηκε για την aisbl GS1 σε 5.000 € (IP).

Έτσι κρίθηκε και απαγγέλθηκε στη δημόσια συνεδρίαση του 76^{ου} Τμήματος του Πρωτοδικείου Βρυξελλών, στις 21-12-2009
Όπου ήταν παρόντες και δικάζαν:

Η κυρία V. Boon, μοναδικός δικαστής
Η κυρία A. Meert, γραμματέας.

(υπογραφές)

A. MEERT

V. BOON

Διατάσσω όλους τους δικαστικούς κλητήρες να εκτελέσουν, εάν τους ζητηθεί, την παρούσα δικαστική απόφαση, διαταγή.

Τον Γενικό Εισαγγελέα και όλους τους εισαγγελείς των πρωτοδικείων να την εκτελέσουν και όλους τους προϊστάμενους και υπαλλήλους των δημοσίων υπηρεσιών να βοηθήσουν στην εκτέλεσή της, εάν αυτό προβλέπεται από το νόμο.

Σε περίπτωση των ανωτέρω, η παρούσα δικαστική απόφαση, διαταγή, υπογράφεται και φέρει τη σφραγίδα του δικαστηρίου.

Πιστό αντίγραφο,

Ο Προϊστάμενος Γραμματέας, κ.α.α.
Ο Γραμματέας
(υπογραφή)
Gert Schailleé

ΠΡΩΤΟΔΙΚΕΙΟ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

Ημερομηνία: 30-12-2009

Αρ. JBC : 54 561

15 σελίδες x 2,85 €

Καταβληθέντα τέλη: € 42, 75 ΕΥΡΩ

Ο Γραμματέας
(υπογραφή)
Gert Schailleé

Ότι πιστή και ακριβής μετάφραση εκ του γαλλικού συνημμένου κειμένου.

Ο Ορκωτός Μεταφραστής στο Πρωτοδικείο της Μονς.

KRISTOS SAKELLARIOS
Traducteur juré près le Tribunal
de Première Instance de Mons

